



## Suicide au travail : Les managers veulent notre peau !

Les motifs du suicide de Christine Renon ne font aucun doute. La lettre qu'elle a laissée et le lieu de son dernier geste accusent frontalement notre institution. Malheureusement, Christine n'est pas la première collègue à avoir été poussée au suicide par les conditions de travail insupportables que nous imposent les réformes managériales. Nous ne supporterons pas que sa parole soit mise en doute, qu'on cherche des raisons « personnelles » à son geste, que l'administration tente, comme c'est son habitude, de relativiser sa responsabilité. Nous avons déjà eu à subir des suicides ou des tentatives de suicide de collègues et il n'y a pas eu le moindre frémissement de remise en cause de la part de notre encadrement. Il faut que ça se sache, nous ne nous laisserons plus maltraiter au travail ! Nous devons à notre collègue, dans un sursaut de dignité et de solidarité, de dénoncer et d'affronter clairement désormais les conditions que l'on tente de nous imposer.

Nous ne remplirons plus les « enquêtes », les fiches de suivi, les usines à cases et tous les outils qui ne servent qu'à nos chefs pour nous contrôler et qui nous prennent un temps et une énergie que nous ne consacrons plus à nos élèves. Nous refuserons de baisser la tête devant des inspecteurs méprisants et des chefs d'établissement qui se comportent avec nous et nos collègues comme des adjudants tout en nous parlant de

bienveillance. Nous ne supporterons plus de compenser l'effondrement des moyens et la disparition continue des structures et des personnels (RASED, remplaçant-e-s, santé scolaire, EVS, Psy-EN, AESH, AED, suppressions de postes d'enseignement...) par le sacrifice de notre vie personnelle. Non, nous ne ferons pas mieux avec moins. Oui, nos problèmes sont des problèmes de moyens et non des problèmes « d'organisation ». Si la disparition de notre collègue nous consterne, il faut aussi dire qu'elle nous révolte car nous connaissons les causes de son geste parce que nous les vivons tous et toutes dans notre quotidien professionnel. Il n'y aura pas de solutions individuelles au « mal être au travail ». Combattre la souffrance au travail, c'est identifier clairement les processus qui attaquent nos identités professionnelles et personnelles, refuser la déshumanisation de l'école et sa fausse « efficacité scientifique », reprendre le contrôle sur nos vies en réaffirmant que nous sommes des professionnelle-s compétent-e-s et dissuader quiconque de nous manquer de respect.

N'attendons pas que l'État fasse de l'éducation ce qu'il a fait avec la Poste et France Telecom ! La CNT-FTE appelle à toujours plus dénoncer et combattre le mal-être au travail et ses causes. Virons par la lutte les managers de l'école!

## Seule la lutte paie !

Au collège Henri Barbusse (Vaulx-en-Velin), les personnels ont fait grève 7 jours à partir du jour de la rentrée. En effet les effectifs par classe étaient très élevés et sur certains niveaux supérieurs au seuil académique. Les différents échelons hiérarchiques (inspecteur d'académie et recteur) ont tout tenté du mensonge à la position intenable de ne pas compter

les élèves à besoin particulier (Segpa, Ulis, Upeaa), sous prétexte qu'ils n'allaient pas dans tous les cours. Le but recherché est de faire admettre aux équipes que les seuils académiques sont indicatifs, et que s'il le faut, ils peuvent être largement dépassés. Ainsi, le collège Barbusse est classé REP+ et devrait donc avoir des classes de 6èmes à 25 élèves maximum,



mais il a été clairement énoncé dans les premières réunions qu'il pourrait y avoir jusqu'à 28 élèves.

Cette question des effectifs par classe est présente dans de nombreux collèges, où les seuils que ce soit en REP ou dans les autres établissements sont parfois déjà dépassés (avec dans certains bahuts 32 ou 33 élèves alors que le seuil est fixé à 30), ou alors proches d'être atteints. Lors de la mobilisation des personnels du collège Barbusse, il leur a été de nombreuses fois rétorqué que cela était dû à une augmentation démographique importante. Ce point n'est pas nouveau, IA et rectorat auraient donc anticipé et garder des places libres dans les différents niveaux (cela peut-être fait sur des regroupements de

collèges proches). Si cela n'a pas été fait, c'est clairement dans une logique d'économie en sachant pertinemment que cela engendrerait des dépassements des seuils académiques dans de nombreux établissements.

Les personnels ont réussi à faire plier IA et rectorat en étant en grève pendant 7 jours à la quasi totalité des personnels, en envoyant une délégation à Paris au ministère. Cette force et détermination collective ont été rendues possibles par l'implication de toutes et tous les personnels dans la lutte, mais aussi par la mise en place d'une caisse de grève qui permet aux personnels étant les moins à l'aise économiquement de poursuivre le mouvement.



### Formation continue : nous travaillons déjà pendant les vacances!

Un nouveau décret vient de rendre obligatoire la formation continue pendant les vacances pour les enseignant.e.s. D'une durée maximale de 5 jours par an, ces formations pourront nous être imposées contre rémunération (120 euros brut par jour).

Blanquer passe une nouvelle fois en force pour imposer des politiques réactionnaires (les syndicats dits représentatifs se sont tous opposés à ce décret). Il fait semblant de ne pas savoir que nous travaillons déjà pendant les vacances (auto-formation, préparation des cours et des projets, corrections, etc.). L'objectif affiché de favoriser la formation continue est en fait de diminuer les formations pendant les cours.

Actuellement, beaucoup d'enseignant.e.s sont tiraillé.e.s entre le besoin d'enseigner pour ne pas pénaliser leurs élèves, et la volonté de se former pour faire évoluer leurs pratiques. Un grand nombre d'entre nous s'empêche de partir en formations pour faire cours.

Imposer les formations pendant les périodes de vacances scolaires c'est parachever le processus déjà bien entamé de suppression des moyens de remplacement, processus qui nuit à la scolarité de nos élèves dans bien des cas (maladie, parentalité etc.). C'est parce que nos élèves ont besoin de moyens de remplacement en quantité et en qualité que nous nous opposons fermement à ce projet et que nous exigeons les moyens nécessaires à une scolarité épanouissante pour nos élèves.



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant-e-s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanents et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun-e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueule ou adhérer, envoyez-nous un mail à [educ69@cnt-f.org](mailto:educ69@cnt-f.org)

